



Chapitre 3

Libéralisation, marchés du travail et acquis des femmes: Un bilan contrasté

L'accès des femmes à une qualité de vie équivalente à celle des hommes dépend des options macroéconomiques et de la stratégie de développement retenues. La raison est que hommes et femmes ont des capacités différentes et ne jouissent pas des mêmes conditions d'accès à des ressources telles que le temps, la terre et le crédit, ce qui influe sur leur capacité à générer des revenus et leur accès à l'assurance sociale. Or la politique macroéconomique passe par un système de ségrégation professionnelle qui désavantage énormément les femmes, y compris lorsque toutes les autres conditions sont égales par ailleurs: mêmes qualifications, mêmes compétences et même droit de regard sur les avoirs. Bien que la situation soit un peu différente selon les pays, la ségrégation du travail rémunéré et non rémunéré et celle qui, sur le marché du travail rémunéré, exclut les femmes de certaines professions et branches d'activité, existent encore partout et semblent tenaces.¹

Les hommes et les femmes n'ont pas la même capacité ni les mêmes possibilités de gagner leur vie en raison des différences de traitement dont les uns et les autres font l'objet dans l'accès à des moyens aussi importants pour ce faire que le travail, la terre et le crédit. L'égalité des sexes dépend donc, premièrement, de la mesure dans laquelle la politique macroéconomique stimule la croissance et, deuxièmement, de la redistribution des fruits de cette croissance aux hommes et aux femmes: par le biais des dépenses publiques, selon le mode de répartition des ressources au sein des ménages et par le truchement de différents marchés.

Dans ce chapitre, nous examinerons les mécanismes par lesquels la libéralisation produit la discrimination sexuelle, à la lumière des changements quantifiables survenus sur le marché du travail. Ce faisant, nous verrons, données à l'appui, que

l'insistance des partisans de la mondialisation sur les avantages de la libéralisation pour l'emploi et le revenu des femmes, est sujette à caution.

Bien sûr, les moyens d'existence des femmes dépendent essentiellement de l'emploi, surtout dans les pays en développement. Dans les économies agricoles, les mesures de libéralisation influent sur le type de produits cultivés, la commercialisation (ouverture de débouchés et accès aux marchés) et le degré d'intégration dans l'économie mondiale. Elles ont donc des conséquences non négligeables sur l'aptitude des femmes à subvenir aux besoins de leur famille, soit en pratiquant une agriculture de subsistance soit en cultivant des produits à vendre sur le marché national ou à l'exportation. De plus, elles ont aussi un impact sur le degré d'informalisation de l'emploi. Ces questions sont examinées en détail dans la section 2.

LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES ET FLUX D'INVESTISSEMENT

Effets sur l'emploi

Nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les échanges commerciaux et les flux d'investissement se sont amplifiés ces dernières années, soit sous l'effet d'une politique néolibérale soit en raison d'une politique d'ouverture conduite par l'État. Toute modification de ces politiques peut avoir d'importantes conséquences sur l'emploi, différentes pour chaque sexe à cause de la segmentation du marché du travail.

Les partisans de la libéralisation affirment que l'ouverture des marchés favorise l'égalité des sexes. Ils expliquent que la flexibilité accrue des taux de change et la réduction des entraves au commerce (quotas et droits de douane) permettent aux pays d'exporter davantage de biens produits à un coût très bas et donc stimulent les exportations. En outre, les pays peuvent aussi importer des biens intermédiaires et des biens d'équipement meilleur marché, ce qui réduit les coûts de production et accroît la productivité. Pour les pays en développement, la libéralisation des échanges est censée stimuler la demande extérieure de biens incorporant beaucoup de main-d'œuvre ainsi que de produits agricoles à forte valeur ajoutée. Comme la concurrence internationale pousse les entreprises à réduire au minimum le coût du travail, les femmes, moins bien rémunérées que

les hommes, deviennent une main-d'œuvre attrayante, ce qui devrait faire augmenter l'emploi féminin.

La libéralisation des investissements étrangers directs (IED) est, elle aussi, censée améliorer l'accès des femmes au travail rémunéré. Les IED fonctionnent comme une épargne extérieure qui stimule davantage l'investissement que ne pourraient le faire les pays en comptant uniquement sur l'épargne et les investisseurs nationaux. Ils devraient donc être créateurs d'emplois, plus particulièrement pour les femmes des pays en développement, puisque les IED réalisés dans ces pays émanent souvent d'entreprises qui ont besoin d'une main-d'œuvre abondante et qui recherchent des sites de production à bas coût. Il arrive aussi que les IED créent indirectement des emplois pour les femmes, par exemple, lorsque celles-ci sont embauchées par des

Encadré 3.1 Haute technologie et talons hauts dans l'économie mondiale: Les cols roses

A la Barbade, au début des années 1990, l'emploi féminin a augmenté en flèche dans le secteur de l'informatique. La profession des femmes qui travaillent dans ce secteur, née de la transformation des modes de travail et de l'arrivée des nouvelles technologies sur la scène mondiale, était jusqu'alors inconnue sur cette petite île des Caraïbes orientales. Chargées de la saisie de données offshore, ces femmes sont reliées à des employés qui se trouvent dans des endroits aussi différents que l'Irlande, la République dominicaine, la Jamaïque, Maurice et les États-Unis: l'ère de l'informatique accélère la "transnationalisation" de la production et de la consommation du travail, du capital, des biens, des services et des comportements.

Ici, la ségrégation sexuelle est à l'œuvre non seulement parce que les emplois (de cols roses) sont presque exclusivement destinés à des femmes mais aussi parce que les exigences du travail, elles-mêmes, s'appuient sur les stéréotypes de la féminité: comportement discret et sens des responsabilités, souci du détail, rapidité et précision au clavier.

Ces emplois de cols roses, créés pour le secteur de l'informatique, ne représentent pas autre chose qu'une reconfiguration et une dévalorisation des emplois de cols blancs. Le travail à l'ordinateur, autrefois considéré comme un travail qualifié, exigeant la maîtrise d'un savoir, peut désormais être exécuté à l'étranger sans que la qualité ni le rythme de la production ne s'en ressentent.

Bien que la rémunération soit parfois inférieure à celle qui est payée dans les plantations de canne à sucre, les femmes sont attirées par l'atmosphère de propreté qui règne dans les bureaux. Le travail en col rose a une image de réussite sociale et professionnelle, mais l'anecdote suivante remet les choses à leur place: A la sortie du bureau, Christine marche dans la rue avec ses collègues. Arrive Paul, son ancien petit ami, qui se met à crier en prenant soin d'attirer l'attention des passants: "Vous voyez cette fille? Elle est peut-être bien habillée mais le vendredi, elle ne ramène que 98 dollars!" Sous-entendu: "Ne vous y trompez pas, ce n'est pas une fille de la classe moyenne qui a un bon emploi. Elle n'est en réalité qu'une villageoise qui gagne un salaire d'ouvrière." En mettant à nu le contraste entre le maigre salaire de Christine et son air distingué, l'ancien petit ami en colère a voulu détruire une image créée et soigneusement entretenue par les travailleuses et l'industrie de l'informatique qui les emploie.

Source: Freeman 2000.

sous-traitants locaux de grandes sociétés implantées à l'étranger. En pareil cas, l'emploi local dépend des marchés passés avec les multinationales.

Certaines données semblent indiquer qu'au cours des trois décennies écoulées, l'emploi des femmes et la part de celles-ci dans l'emploi rémunéré ont augmenté à la suite de la libéralisation des IED et du commerce. En effet, les conséquences de la libéralisation des IED sont difficiles à distinguer de celles de la libéralisation du commerce, en partie parce que les entreprises multinationales qui emploient des femmes sont concentrées dans le secteur de la production de biens d'exportation bon marché. Les tendances observées sont les mêmes dans des régions et des pays différents et selon le niveau de revenu par habitant. D'où l'idée que, dans le monde en développement, l'ouverture économique provoque une "féminisation" de l'emploi. C'est une tendance que l'on retrouve dans diverses branches du secteur tertiaire, parmi lesquelles le tourisme et l'informatique, toutes génératrices de devises. Les emplois tertiaires—du moins au sens d'emplois de bureau—sont considérés comme plus attrayants, car plus prestigieux, que ceux du secteur manufacturier. Pourtant, ils ne sont pas toujours plus rémunérateurs ni plus sûrs (voir encadré 3.1).

L'emploi des femmes a aussi augmenté dans l'agriculture, où la libéralisation du commerce a créé des emplois saisonniers dans le secteur des cultures d'exportation.² Ainsi, les femmes constituent la majorité du personnel temporaire et une faible proportion du personnel permanent de l'industrie viticole du Chili et de l'Afrique du Sud, situation qu'elles connaissent également dans nombre de pays d'Afrique subsaharienne. Certes, les emplois de ce type peuvent être considérés comme un moyen de diversifier les sources de revenus des femmes, mais ils sont par nature précaires, question sur laquelle nous reviendrons plus en détail au chapitre 6.

Qualité de l'emploi

Les effets bénéfiques de la libéralisation des échanges commerciaux et des IED sur l'emploi se mesurent à différents facteurs tels que les salaires (voir la section suivante), les conditions de travail et la sécurité de l'emploi. Selon ces critères, la

libéralisation n'a guère fait progresser l'égalité des hommes et des femmes dans l'emploi, notamment parce que les emplois réservés aux femmes sont beaucoup moins stables que ceux des secteurs à prédominance masculine. Les données montrent, par exemple, que les femmes n'ont pas toujours des revenus d'activité permanents. Le recul de la part des femmes dans le travail rémunéré est manifeste dans le secteur manufacturier d'un ensemble hétérogène de pays. Dans certains pays en développement, au fur et mesure que l'industrie se développe et que des entreprises qui utilisaient auparavant beaucoup de main-d'œuvre réduisent leurs effectifs, les femmes qui perdent leur emploi dans les branches en déclin ont de la peine à s'insérer dans les branches à plus forte intensité capitalistique. Tel a notamment été le cas dans les premières économies industrialisées de l'Asie de l'Est, comme la province taïwanaise de la Chine, Singapour, Hong Kong (RAS de la Chine) et la République de Corée (tableau 3.1),³ qui, en raison de l'augmentation des salaires et de l'émergence de sites de production à bas salaires, ont vu leurs entreprises délocaliser les activités à forte intensité de main-d'œuvre vers les pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique centrale. Et dans certains de ces pays, la concurrence de sites encore meilleur marché (comme la Chine) contribue à faire reculer la part des femmes dans l'emploi manufacturier, ce qui montre à quel point l'emploi dans les branches d'exportation à forte intensité de main-d'œuvre est précaire.

Tableau 3.1 Part des femmes dans l'emploi rémunéré de l'industrie manufacturière de certaines économies asiatiques (1991-2000)

	1991 (%)	2000 (%)	Evolution en point de pourcentage
Chine	42 ⁽¹⁾	46	+4
Hong Kong (RAS de la Chine) ⁽³⁾	47	43	-4
Rép. de Corée	41 ⁽²⁾	36	-5
Singapour	45	41 ⁽³⁾	-4
Prov. taïwanaise de la Chine	45	42	-3
Thaïlande ⁽⁴⁾	50	49	-1

Notes: (1) Chiffres de 1990; (2) Chiffres de 1992; (3) Chiffres de 1999; (4) Emploi total du secteur manufacturier.

Source: Les chiffres sont tirés de BIT 2004b sauf ceux de la prov. taïwanaise de la Chine, qui proviennent de la Direction générale du budget et des statistiques 2003, et ceux de la Chine, qui ont été fournis par le Bureau national des statistiques 2004.

Dans plusieurs pays africains, revers de la médaille de la libéralisation, les salariées de l'industrie manufacturière ont été victimes de la concurrence des importations de produits manufacturés à bas prix provenant d'autres pays en développement. Le déclin de l'industrie textile du Zimbabwe et de la Tanzanie, par exemple, a provoqué des suppressions d'emplois dans les entreprises qui emploient surtout du personnel féminin, à cause de l'afflux de produits d'importation bon marché provenant de l'Asie après la baisse des droits de douane. Le même phénomène s'est produit en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Kenya, au Ghana et en Afrique du Sud.⁴ Dans de nombreux pays développés également, l'intensification des échanges internationaux a entraîné des réductions d'effectifs particulièrement importantes dans de nombreuses branches d'activité à prédominance féminine (textile, confection, chaussure et articles en cuir).⁵

La précarité de l'emploi féminin, qui résulte des IED dans les branches très gourmandes en main-d'œuvre et aussi de la sous-traitance, est liée à la mobilité des entreprises. En effet, les entreprises de ces branches peuvent plus facilement délocaliser la production pour réaliser leurs objectifs de rentabilité que celles des branches à plus fort coefficient capitalistique. Les hommes, eux, ont plus de chances d'être embauchés dans des multinationales où les emplois sont en général plus stables en raison de la baisse du coût de la formation dans les branches capitalistiques, qui requièrent un niveau élevé de qualification. Il est donc moins probable qu'ils soient licenciés.

Pour les entreprises à fort coefficient de main-d'œuvre, qu'elles soient nationales ou sous contrôle étranger, l'intérêt d'employer des femmes tient à la facilité avec laquelle elles peuvent les licencier, sur la base de normes qui relèguent le travail rémunéré des femmes au second plan, après leurs responsabilités familiales et leurs tâches d'assistance. Cela convient parfaitement aux employeurs qui souhaitent réduire leurs frais de personnel et aussi faire porter le coût de l'imprévisibilité de la demande de produits aux travailleurs, dont l'emploi est de plus en plus flexible et intermittent. Plus le coefficient de main-d'œuvre est élevé, plus l'emploi est flexible parce que les entreprises de ce type ont moins besoin d'investir dans la formation. En outre, l'impératif de compétitivité qui pousse les entreprises à réduire leurs frais dans un contexte où elles sont de plus en

nombreuses à convoiter les marchés des pays développés (du fait de la concurrence des Chinois, par exemple, ou encore des Mexicains depuis la signature de l'accord de libre-échange nord-américain—ALENA), n'incite guère celles-ci à se préoccuper du perfectionnement professionnel de leur personnel. Dans ces conditions, les travailleurs sont considérés comme une charge financière et non comme une ressource à valoriser. Les emplois qu'ils exercent dans ces entreprises sont souvent de courte durée et précaires, sans grande possibilité de s'élever dans la hiérarchie professionnelle ni d'acquérir les compétences qui leur permettraient de briguer ensuite un poste plus sûr dans un autre secteur. En d'autres termes, ce sont des emplois sans avenir.

Il y a donc concordance entre le rôle social des hommes et des femmes, la ségrégation professionnelle par branche d'activité et les besoins des entreprises dans un environnement international concurrentiel. Le compartimentage des emplois, selon des normes qui attribuent les emplois les mieux rémunérés et les plus stables aux hommes, donne à penser que la libéralisation des IED et du commerce renforce la ségrégation sexuelle sur le marché du travail. Et, a contrario, nous l'avons vu plus haut, rien n'indique que la libéralisation ait fait reculer cette ségrégation.

Les conditions de travail qui caractérisent les emplois auxquels les femmes ont accès posent la question de savoir si ce type d'emplois peut favoriser l'égalité des sexes. Dans les cas où elles ont réussi à obtenir des emplois dans les entreprises d'exportation du secteur formel, comme en Asie de l'Est, les femmes se voient souvent confier des travaux pénibles et dangereux, et effectuent parfois de plus longues journées que les hommes employés dans des branches non marchandes. Qu'elles soient embauchées directement par des sociétés multinationales ou par des entreprises locales de sous-traitance qui travaillent pour de grandes entreprises des chaînes de produits mondiales, les travailleuses du secteur des exportations ont un faible pouvoir de négociation pour obtenir de meilleures conditions de travail, en partie à cause de la mobilité des entreprises. En effet, toute revendication de meilleures conditions de travail, d'un raccourcissement des horaires ou d'une plus grande sécurité de l'emploi risque d'inciter les entreprises à s'implanter ou à externaliser

des tâches dans des sites de production moins exigeants, ce qui occasionne des pertes d'emplois. Et comme les emplois qui disparaissent sont ceux dans lesquels elles sont concentrées, les femmes ont plus de difficulté que les hommes à améliorer leurs conditions de travail.

Même là où des effets positifs sont observés—l'accroissement de l'emploi des femmes dans l'industrie du vêtement au Bangladesh, par exemple—la concurrence que se livrent les pays à bas salaires fragilise les travailleurs lorsque des producteurs encore meilleur marché font leur apparition. Le Bangladesh s'attend ainsi à perdre des emplois en 2005, date prévue pour la fin de l'accord multifibres (AMF) qui définissait des quotas d'importation de produits textiles dans les pays développés. Plusieurs pays qui bénéficiaient d'un accès protégé aux marchés des pays développés risquent fort de se voir évincer par des pays qui ont une industrie textile développée et moins chère, tels que la Chine.⁶ En d'autres termes, il faut s'attendre à une redistribution de l'emploi du secteur textile entre pays en développement, les mieux placés étant ceux dans lesquels le coût unitaire de la main-d'œuvre est le plus bas. Cela met en évidence le problème que pose une stratégie de croissance fondée sur l'exportation de produits nécessitant beaucoup de main-d'œuvre à destination des pays développés : une telle stratégie résiste difficilement à la concurrence de nombreux autres producteurs à bas prix. Ce problème est aggravé par la surproduction résultant de l'insuffisance de la demande des pays développés en période de faible croissance. Étant donné que la production des biens importés par ces pays est en majeure partie assurée par les femmes, inutile de dire que celles-ci sont les premières à pâtir de la contraction de l'emploi et des salaires et d'insister sur les limites que pose cette stratégie de croissance à l'équité entre les sexes.

En résumé, la mondialisation élargit l'accès des femmes à l'emploi et en cela elle est évidemment bénéfique. Dans certains cas, la rémunération et les conditions de travail sont meilleures dans le secteur des exportations de l'économie formelle que dans les entreprises nationales ou l'économie informelle.⁷ Ce sont là des avantages non négligeables. Les récits de femmes qui ont ainsi eu les moyens de mieux subvenir aux besoins de leur famille et de leurs enfants, en particulier dans les sociétés les plus patriarcales, sont émouvants. Mais ces

avantages sont souvent de courte durée en raison de la précarité des emplois en question. En outre, lorsque l'on évalue l'impact de la mondialisation sur la condition féminine, il ne faut pas oublier que ces femmes constituent seulement l'un des maillons des chaînes de produits mondiales. La situation de la main-d'œuvre "invisible", beaucoup plus nombreuse, qui travaille à domicile et dont les conditions d'emploi et de travail sont souvent beaucoup moins bonnes que celles du secteur formel, relativise les résultats. Il semble en effet que, depuis la crise financière asiatique, la tendance à l'informalisation de nombreux emplois du secteur structuré s'accélère.⁸

D'autres aspects sont à prendre en considération. Bien que ce type d'emploi puisse améliorer la situation des femmes dans l'absolu et leur permettre d'échapper dans une certaine mesure à des relations patriarcales oppressives, il n'offre guère de possibilité d'atténuer les inégalités entre les sexes. Pour démanteler les structures de pouvoir patriarcales, y compris les normes sociales qui sont à l'origine de ces inégalités, il faut que les moyens d'existence des femmes s'améliorent durablement et soient stables. Or les sources de revenu créées par la mondialisation ne répondent pas à ce critère puisque les emplois généralement réservés aux femmes manquent de sécurité et sont souvent des voies de garage. En d'autres termes, ils ne servent pas de tremplin pour obtenir ensuite un emploi mieux rétribué et plus prestigieux. L'équité suppose des moyens d'existence stables et la mise en place d'un mécanisme précis permettant d'accroître les revenus des femmes, conditions que la stratégie de mondialisation ne semble pas porter en elle.

Effets sur les disparités de rémunération

Les chantres de la libéralisation du commerce et des investissements affirment que celle-ci devrait améliorer les perspectives salariales des femmes et réduire les disparités de rémunération en faisant augmenter les salaires des femmes plus rapidement que ceux des hommes. Pour cela, il faudrait que l'emploi féminin augmente plus rapidement que l'emploi masculin et que les femmes soient en mesure de tirer parti d'un marché du travail

féminin de plus en plus tendu pour obtenir des salaires plus élevés. Il se produirait ainsi un effet d'entraînement sur les salaires d'autres secteurs puisque ceux du secteur manufacturier déterminent le seuil en deçà duquel les salaires féminins ne descendent pas. Donc, en théorie, les travailleuses de tous les secteurs, y compris celles qui exercent des emplois plus ou moins marginaux, devraient tirer avantage de la libéralisation. Les IED aussi sont censés faire augmenter les salaires, d'une part, en stimulant la croissance de l'emploi et, d'autre part, parce que les entreprises étrangères paieraient des salaires plus élevés que les entreprises locales, ce qui tirerait la moyenne vers le haut et, avec elle, les salaires des femmes. Bien entendu, les salaires des femmes peuvent aussi augmenter avec le niveau d'instruction ou à la suite de changements des modes de fixation des salaires, qui ont une incidence sur la négociation salariale.

Cependant, nous l'avons vu plus haut, la théorie est contrariée par un certain nombre de facteurs qui affaiblissent le pouvoir de négociation des femmes. Premièrement, le phénomène de la concentration du personnel féminin dans des secteurs déterminés du marché du travail, notamment dans les branches exportatrices à fort coefficient de main-d'œuvre, crée artificiellement une "suroffre" de main-d'œuvre féminine dans ces secteurs. Deuxièmement, ce sont des secteurs dans lesquels les coûts sont fermement maintenus au niveau le plus bas, les entreprises pouvant aisément changer leur lieu d'implantation. Il en résulte que des obstacles structurels inhérents aux conditions d'emploi s'opposent à l'augmentation des salaires féminins et à la suppression des différences salariales entre hommes et femmes.

Néanmoins, le simple ratio des salaires (rapport entre le salaire moyen des femmes et le salaire moyen des hommes) indique que l'écart salarial s'est réduit dans plusieurs pays en développement. Ce sont les données concernant le secteur manufacturier qui sont à la fois les plus complètes et comparables à l'échelle internationale. Comme on le voit au tableau 3.2, le ratio salaires féminins/salaires masculins de ce secteur a augmenté dans plusieurs pays en développement. Toutefois, ce ratio est probablement surestimé car les données proviennent d'enquêtes sur la main-d'œuvre conduites dans les entreprises qui emploient cinq ou plus de cinq personnes. De ce fait, elles

n'englobent pas les femmes embauchées par de petites entreprises de sous-traitance, dont les salaires sont en général très inférieurs à ceux de leurs homologues qui travaillent dans de grandes firmes. Ces chiffres dénotent malgré tout un rétrécissement de l'écart dans certains pays latino-américains et à Hong Kong (RAS de la Chine).⁹ Reste à savoir dans quelle mesure ces résultats sont imputables à la libéralisation des échanges et des investissements ou à d'autres déterminants des salaires tels que l'élévation plus rapide du niveau d'instruction des femmes que celui des hommes.

Tableau 3.2 Ratio des salaires féminins sur les salaires masculins dans le secteur manufacturier de certains pays (en pourcentage) (1990-1999)

	1990	1995	1999
Afrique			
Égypte	67,9	73,6	75,2
Kenya	73,3	92,8	-
Swaziland	87,7	86,6	62,8 ⁽¹⁾
Amérique latine			
Brésil	53,6	56,9	61,7
Costa Rica	74,3	70,9	73,1
El Salvador	94,1	96,6	62,0
Mexique	-	68,7	69,7
Panama	-	-	93,2
Paraguay	66,5	79,5	54,6
Asie			
Chypre	57,6	60,1	54,2
Hong Kong ⁽²⁾	69,5	60,9	57,3
Rép. de Corée	50,3	54,1	55,6
Malaisie	50,1	57,9	62,9 ⁽¹⁾
Philippines	-	74,3	79,9
Thaïlande	-	61,6	64,8

Notes: Le ratio des salaires féminins sur les salaires masculins est égal au rapport entre le salaire moyen des femmes dans le secteur manufacturier (toutes branches confondues—textile, électronique et construction navale—et toutes professions confondues) et le salaire moyen des hommes, mesuré selon les mêmes critères. Ce ratio peut varier parce que les femmes sont rétribuées à un taux inférieur à celui des hommes dans la même profession et la même branche mais aussi parce que les femmes sont concentrées dans des professions et des branches très différentes de celles des hommes, avec les effets correspondants sur les salaires. Ainsi, la ségrégation professionnelle, le niveau d'instruction et d'autres facteurs liés à la productivité, ou tout simplement la discrimination, peuvent influencer sur le ratio des salaires. Aucune de ces variables n'est prise en compte dans le ratio brut des salaires ventilés par sexe.

(1) 1997.

(2) Salaires non agricoles.

Source: Calculs effectués d'après BIT 2004b.

Explication des écarts de rémunération entre les sexes

De nombreux auteurs ont cherché à isoler les effets de la libéralisation des échanges et des IED, en écartant soigneusement tout autre facteur qui pourrait influencer sur les salaires des femmes et des hommes. Plusieurs ont conclu que l'intensification du commerce international (mesurée par le volume des exportations) tendait à creuser les écarts de rémunération entre les sexes.¹⁰ Il est particulièrement intéressant de noter que ces effets négatifs sont visibles dans plusieurs économies à croissance rapide de l'Asie de l'Est. Cela signifie que, même si l'élévation du niveau d'instruction des femmes par rapport à celui des hommes est propice à un rapprochement des salaires féminins et des salaires masculins, la pression qui maintient les premiers au niveau le plus bas possible—parce que les femmes ont un plus faible pouvoir de négociation dans le contexte de la libéralisation—agit en sens inverse, c'est-à-dire accentue les écarts. Cette pression plus forte de la libéralisation sur les salaires des femmes que sur ceux des hommes est souvent interprétée comme étant discriminatoire: la rémunération des femmes n'est pas proportionnelle à leur productivité.

L'Asie offre à ce propos des exemples édifiants. Une étude sur la province taïwanaise de la Chine et la République de Corée constate qu'il existe une relation inverse entre la part des échanges (ratio des importations et des exportations sur le PIB) et le rapport entre les salaires féminins et les salaires masculins, ajusté pour tenir compte des niveaux de qualification respectifs.¹¹ Les données concernant la Chine indiquent que l'inégalité entre la rémunération des femmes et des hommes s'est accentuée.¹² C'est dans les secteurs les plus déréglementés de l'économie que la part de cette inégalité qui n'est pas imputable à des différences de qualification est la plus importante et dans les secteurs les moins déréglementés (le secteur public) qu'elle est la plus faible.¹³ Par conséquent, la discrimination salariale à l'égard des femmes est plus prononcée dans le secteur privé que dans le secteur public. Au Viet Nam, l'écart de rémunération entre hommes et femmes, tous secteurs confondus, n'a presque pas bougé. En effet, les femmes ont bénéficié d'une

revalorisation des qualifications mais le facteur discrimination, qui limite l'augmentation de leurs salaires, s'est accentué.

Les chiffres du tableau 3.2 montrent que les disparités de rémunération se sont accentuées dans quelques pays d'Amérique latine ainsi qu'à Hong Kong (RAS de la Chine). Dans certains cas, les salaires des deux sexes ont diminué mais ceux des femmes ont davantage baissé, en partie parce que celles-ci travaillent principalement dans le secteur, durement éprouvé, de la confection.¹⁴ En Uruguay, pays où la parité entre les sexes est en général respectée et qui a obtenu d'assez bons résultats économiques dans les années 1980 et 1990, les différences salariales se sont aplanies mais plutôt à cause de la baisse des salaires des hommes que grâce à la hausse de ceux des femmes. L'analyse statistique indique que la composante discrimination a augmenté et que ces différences sont plus prononcées dans le secteur privé que dans le secteur public. Au Chili également, bien que les écarts se soient réduits dans l'ensemble de l'économie, la composante discrimination s'est renforcée.¹⁵ Au Brésil, en revanche, la part de discrimination a décliné dans les années 1990, mais en partie parce que les salaires masculins ont baissé sous l'effet de mesures d'austérité extrêmement strictes.¹⁶ D'un autre côté, le Brésil étant beaucoup moins tributaire des exportations que la plupart des économies asiatiques, les salaires des femmes y sont peut-être un peu plus libres.

Quant à la libéralisation des IED, il n'est pas établi qu'elle contribue à la réduction des disparités salariales entre hommes et femmes. Une étude avait démontré en son temps que les effets favorables des IED sur les salaires des deux sexes avaient disparu à la fin des années 1980, avec la plus grande mobilité des capitaux.¹⁷ Des travaux plus récents révèlent que la mobilité des capitaux comprime les salaires en raison de l'"effet épouvantail" de la mobilité des entreprises et, parmi eux, plusieurs indiquent que les IED ont creusé les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.¹⁸ La province taïwanaise de Chine, où l'emploi féminin a progressé rapidement dans les années 1970 et 1980, a ensuite assoupli le régime des IED, provoquant un exode des entreprises à fort coefficient de main-d'œuvre, qui fit baisser les salaires des femmes. À l'opposé, la République de Corée, qui a encadré plus longtemps les IED, a pu garder les entreprises sur le territoire

national et réduire progressivement les écarts salariaux entre les sexes.

Les IED ont également contribué à l'accroissement de ces écarts au Mexique où, en 2001-02, les entreprises des *maquilas* ont délocalisé massivement, principalement en Chine, faisant disparaître 160 000 emplois de branches à forte intensité de main-d'œuvre. Ces délocalisations ont été essentiellement motivées par les différences de salaires entre la Chine et le Mexique, ce qui explique probablement pourquoi les écarts salariaux entre les sexes se sont creusés ces derniers temps au Mexique.¹⁹

De plus, la mobilité des entreprises permet à celles-ci de s'approprier plus facilement les gains réalisés grâce à l'accroissement de la productivité, ce qui rend plus inégale la répartition des revenus entre le capital et le travail. Dans l'industrie du vêtement du Bangladesh, qui emploie principalement des femmes, la marge bénéficiaire a augmenté de 13 à 24 pour cent au début des années 1990 alors que la part des salaires dans la valeur ajoutée a diminué, ce qui dénote un manque de pouvoir de négociation auprès des employeurs.²⁰

Il ressort de ce qui précède que, même si la plupart des auteurs les étudient séparément, la libéralisation des échanges commerciaux et la libéralisation des investissements sont deux aspects différents mais complémentaires de l'actuelle période de mondialisation. Une chose est sûre cependant : de par ses effets sur l'emploi et les salaires, la mondialisation favorise l'insertion des femmes dans le marché du travail rémunéré mais dans des conditions d'exploitation, en raison de la concurrence acharnée que se livrent les pays pour se positionner sur le marché des exportations de produits incorporant beaucoup de main-d'œuvre. Logiquement, c'est dans les pays où les disparités salariales entre les sexes sont les plus vastes, que le volume de ces exportations et la croissance économique ont progressé le plus rapidement.²¹ Il est particulièrement intéressant de noter que, durant cette phase de mondialisation, la composante discrimination des différences salariales n'a pas non plus diminué dans les économies asiatiques à croissance très rapide. A vrai dire, la réussite des "tigres" de l'Asie orientale est en partie imputable à ces différences.²²

Ainsi, les avantages de l'accès des femmes au travail rémunéré sont atténués par la précarité des emplois dans lesquels

celles-ci sont cantonnées et par leur impuissance à exiger des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. Certes, quelques-unes voient leur pouvoir se renforcer au sein de la famille grâce à leur nouveau statut de salariées, mais pour d'autres, l'insécurité et la modicité des salaires barrent la route à toute renégociation de la répartition des tâches et des ressources au sein du ménage.²³

CROISSANCE LENTE ET INSTABILITÉ ÉCONOMIQUE

L'emploi féminin et donc l'insertion des femmes dans le marché du travail rémunéré ont progressé dans les économies à croissance rapide, mais dans les économies à croissance lente, les femmes sont souvent les dernières embauchées. Or la croissance est ralentie par des mesures macroéconomiques déflationnistes, à savoir une politique monétaire visant à brider les dépenses globales pour maîtriser l'inflation, la diminution des dépenses publiques pour réduire les déficits budgétaires (considérés comme inflationnistes) et le relèvement des taux d'intérêt. Dans tous les cas, l'objectif est surtout d'être crédible vis-à-vis des marchés financiers afin de séduire les investisseurs, qui cherchent à obtenir un rendement maximum.

Cependant, le danger est que les mesures prises pour attirer des capitaux entrent en conflit avec les objectifs de développement parce qu'elles affaiblissent la demande globale et la croissance du PIB. Il a été d'ailleurs démontré que le biais déflationniste de telles mesures était plus fort que les avantages possibles d'une inflation maîtrisée, de la libéralisation financière et d'un faible déficit public. En outre, la libéralisation financière tend à accentuer la volatilité des entrées et des sorties de capitaux et, partant, à amplifier les fluctuations du cycle conjoncturel. Telle a été la cause des crises financières qui se sont produites au cours de ces dix dernières années au Mexique, en Asie, en Russie, au Brésil, en Turquie et en Argentine et se sont propagées dans des pays qui n'étaient pas concernés au départ.

Politiques macroéconomiques déflationnistes et égalité des sexes

Le biais déflationniste de la politique macroéconomique a une incidence directe sur la recherche de l'égalité des sexes. D'après les indications concernant différentes régions, les femmes pâtissent davantage que les hommes des périodes de marasme et de récession.

Dans les Caraïbes, par exemple, où la libéralisation a débuté dans les années 1970, les taux de croissance ont été insuffisants pour permettre de créer le nombre d'emplois nécessaire. Par conséquent, malgré le niveau d'instruction élevé de la main-d'œuvre féminine et son faible coût, qui est en général un atout dans de petites économies ouvertes à vocation exportatrice, les femmes ont toujours plus de mal que les hommes à trouver un emploi.²⁴ Dans la plupart des pays de la région, leur taux de chômage est plus élevé que celui des hommes, presque deux fois plus dans certains cas.

En Amérique latine, le chômage a augmenté régulièrement dans les années 1990 malgré l'amélioration des taux de croissance du PIB.²⁵ Les conséquences de cette situation n'ont pas été les mêmes pour l'un et l'autre sexe, le cas de l'Uruguay en fournit la preuve. Dans ce pays, la montée de l'inflation et la crise qui suivirent l'adoption des mesures de libéralisation ont créé un grave problème de chômage, dont les femmes ont plus souffert que les hommes. En effet, entre le début des années 1970 et les années 1980, le taux de chômage des femmes a augmenté de près de 100 pour cent contre 50 pour cent pour celui des hommes. Ce type de conséquences passent inaperçues lorsque les sans-emploi vont exercer une activité indépendante ou un travail salarié dans l'économie informelle, ce qui est plus particulièrement le cas des femmes puisqu'elles sont majoritaires dans le secteur informel alors qu'elles constituent une beaucoup plus faible proportion de la population active. C'est un phénomène qui a été constaté en Amérique latine (comme ailleurs) où le recul de l'emploi formel s'est accompagné d'un essor de l'emploi informel.²⁶

Dans les économies en transition, qui avaient auparavant des taux d'activité féminins élevés, les taux de croissance faibles ou négatifs de ces derniers temps ont été particulièrement

préjudiciables aux femmes. En Europe centrale, par exemple, les taux d'activité des femmes ont partout régressé et, dans certains pays, plus fortement que ceux des hommes. En Hongrie, les taux d'activité des hommes ont diminué de 16 points de pourcentage et ceux des femmes de 23,5 points entre 1990 et 2001. En République tchèque et en Pologne, le taux de chômage des femmes dépasse celui des hommes de plusieurs points. Tel n'est pas le cas en Hongrie mais il est fort possible que, dans ce pays, le taux de chômage des femmes soit artificiellement bas car celles-ci ont été plus nombreuses que les hommes à se retirer de la population active (voir chapitre 5).²⁷ Dans les pays développés aussi, et plus particulièrement en Europe occidentale, le ralentissement de la croissance a provoqué une augmentation du chômage qui a été plus grave pour les femmes que pour les hommes.

Crises financières, instabilité économique et égalité des sexes

Les femmes sont les principales victimes des crises financières et économiques, dans le court et le long terme, comme le démontrent les résultats des travaux de recherche qui portent sur la crise asiatique de 1997.²⁸

Les crises ont des conséquences différentes sur l'emploi des hommes et des femmes selon les secteurs qui sont touchés et selon que ces secteurs sont à prédominance féminine ou à prédominance masculine. Néanmoins, en règle générale, les travailleuses risquent davantage d'être licenciées en période de ralentissement économique. Elles sont souvent les premières à perdre leur emploi parce que leurs conditions d'engagement leur offrent moins de garanties et aussi à cause de la discrimination qui fait pencher la balance en faveur de l'"homme soutien de famille".²⁹ En République de Corée, par exemple, deux fois plus de femmes que d'hommes ont été licenciées pendant la crise financière asiatique, l'emploi féminin total ayant reculé de près de trois points de plus que l'emploi masculin total (−6,9 pour cent contre −4,1 pour cent). Le préjudice subi par les femmes a été encore plus prononcé dans la catégorie des

travailleurs “permanents”. Le nombre de femmes appartenant à cette catégorie a diminué de 18,8 pour cent contre 6,6 pour cent chez les hommes.³⁰ De même, en Thaïlande, la récession engendrée par la crise financière a coûté leur emploi à un plus grand nombre de femmes.³¹ Le cataclysme social causé par ces crises financières a été analysé dans un esprit extrêmement sexiste, l'opinion mettant essentiellement en exergue les malheurs des travailleurs et considérant les travailleuses, qui ont pourtant été licenciées en beaucoup plus grand nombre, uniquement dans leur rôle d'accompagnatrices. Voilà qui prouve la fragilité de l'argument selon lequel la libéralisation favoriserait l'égalité des sexes. Si les emplois créés ne sont pas sûrs et durables, la conception sexiste du rôle des hommes et des femmes ressurgit et l'égalité des sexes fait marche arrière.

En outre, les progrès considérables que venaient d'enregistrer certains pays asiatiques dans la lutte contre la pauvreté ont été réduits à néant, et ce sont surtout les femmes qui en ont souffert. La baisse des revenus féminins a été particulièrement douloureuse car, en l'absence de prestations sociales de l'État et de régimes généraux d'indemnisation du chômage, les femmes ont dû accepter une baisse de leurs salaires réels ou se résigner à gagner moins dans le secteur informel pour pouvoir vivre.

Autre conséquence de ces crises: la déscolarisation des enfants—c'est-à-dire des filles en général—chargés d'assumer les tâches ménagères pendant que la mère cherche de quoi compenser la baisse du revenu familial. Bien souvent, ces enfants ne retournent jamais à l'école, surtout lorsque des frais de scolarité sont institués pour remédier au déficit budgétaire résultant de la crise économique. Cela accentue encore l'écart entre le taux de scolarisation des filles et des garçons, ce qui empêche les femmes de développer leur capital humain et, par conséquent, compromet leur capacité de gains à venir et maintient leur productivité économique à un niveau inférieur à ce qu'il aurait été si elles avaient pu s'instruire.³²

En période de crise économique, le travail non rémunéré des femmes et l'économie d'entraide deviennent à la fois plus visibles et indispensables, surtout dans les pays en développement où la famille remplit le rôle de filet de sécurité sociale ou de dernier refuge.³³ Selon la répartition habituelle des tâches entre hommes et femmes au sein du ménage, les femmes sont

chargées de veiller à ce que la famille bénéficie de la sécurité alimentaire, de soins de santé, de services essentiels tels que l'approvisionnement en eau et en énergie, et aussi d'“affection”. Alors que dans ces pays, le travail rémunéré et les activités non rétribuées mobilisent déjà toutes les ressources des femmes en temps normal, la charge devient écrasante en période de crise économique.³⁴ C'est une situation que les femmes paient de leur santé et de leur bien-être mais qui a aussi un coût sur les plans micro et macroéconomique.³⁵

RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

La capacité des pays en développement à faible revenu de financer les dépenses publiques dépend de la politique macroéconomique nationale mais aussi du coût de l'emprunt et de la proportion d'aide publique au développement (APD) qui vient compléter le budget de l'État. Dans ce domaine, les gouvernements ont une marge de manœuvre de plus en plus restreinte, d'une part en raison de la libéralisation du marché financier et, d'autre part, à cause des conditions imposées par les institutions financières internationales, qui les incitent à mener une politique d'austérité pour réduire le déficit budgétaire et contenir ainsi l'inflation. Ils doivent donc calculer leurs dépenses en fonction des recettes qu'ils peuvent percevoir, principalement auprès de sources nationales.

Les recettes fiscales sont soumises à des contraintes contradictoires. Dans le contexte de la libéralisation du commerce, les pays sont encouragés à réduire les taxes sur les échanges (droits de douane et prélèvements à l'exportation) qui, dans les pays en développement, constituent en moyenne un tiers des rentrées fiscales.³⁶ La libéralisation entraîne aussi une réduction des recettes par le biais de la concurrence fiscale. Face à la pression de la concurrence mondiale, les gouvernements hésitent à augmenter les impôts sur le revenu et le capital par crainte de la fuite des capitaux étrangers, et même nationaux. En outre, l'informalisation croissante de l'économie rétrécit la base d'imposition. Par conséquent, non seulement les recettes publiques provenant du commerce international ont diminué,

mais encore des réformes fiscales ont réduit les impôts sur le revenu et le capital. Les tentatives d'élargissement de la base d'imposition (assujettissement de contribuables non imposés auparavant et collecte des impôts conformément à la loi fiscale) n'ont pas été concluantes en raison des faibles moyens des services de recouvrement.³⁷ Les gouvernements ont donc augmenté la taxe sur le chiffre d'affaires et la taxe sur la valeur ajoutée, impôts régressifs qui pénalisent les pauvres.

En conséquence, les ressources disponibles pour les dépenses d'infrastructure mais aussi pour le financement de programmes sociaux et de filets de sécurité ont fondu. A cela s'ajoutent la pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils privatisent les entreprises publiques, y compris celles qui fournissent des services d'intérêt public (distribution de l'eau et de l'électricité, télécommunications), et les suppressions d'emplois du secteur public qui s'ensuivent. Les mesures de ce type ont des répercussions non négligeables sur l'égalité des sexes, en raison du rôle que l'État joue dans la répartition des ressources et des revenus.

Les effets contradictoires de la mondialisation

Alors que les moyens financiers de l'État sont réduits, la mondialisation multiplie les besoins d'infrastructures, de capital humain et de dispositifs de protection sociale. L'aggravation de l'instabilité économique et la moindre sécurité de l'emploi se traduisent par des taux de rotation plus élevés et donc par une augmentation du nombre de travailleurs en situation de précarité, parmi lesquelles les femmes sont majoritaires. Pallier de tels préjudices suppose des dépenses transitoires, et parfois de longue durée, pour garantir une assurance chômage et d'autres compléments de revenu à la population concernée, de sorte qu'elle ait accès aux soins de santé et à un logement décent.

La mondialisation exige un surcroît d'investissement non seulement dans la protection sociale mais aussi dans l'éducation et la formation pour que les travailleurs puissent s'adapter aux exigences nouvelles de la concurrence mondiale. Et comme la majorité des travailleurs n'ont pas les moyens de financer

eux-mêmes leurs études et leur formation, c'est de plus en plus à l'État qu'il incombe de fournir les ressources nécessaires à la valorisation du capital humain.

Qui plus est, pour que les investisseurs s'intéressent à leur pays, les gouvernements doivent investir dans l'infrastructure matérielle. Ces dépenses sont en général complémentaires des investissements privés car elles accroissent la productivité et donc la rentabilité des entreprises. En Asie de l'Est, la province taïwanaise de la Chine et la République de Corée sont des exemples de pays en développement qui ont beaucoup investi dans l'enseignement (au-delà du cycle primaire) et Singapour, réputé pour sa conception non interventionniste du développement, a tout de même réalisé des investissements substantiels dans l'infrastructure publique et attiré ainsi un volume non négligeable de capitaux étrangers provenant de multinationales.³⁸

Donc, paradoxalement, la viabilité d'une stratégie de croissance fondée sur l'ouverture de l'économie et la libéralisation du marché dépend de plus en plus des moyens dont dispose l'État pour protéger ses citoyens des vicissitudes du marché. De plus, le renforcement du rôle de l'État est indispensable dans un environnement concurrentiel et ouvert puisque les entreprises ne peuvent assumer le coût de la protection sociale si elles veulent rester compétitives.

Restrictions budgétaires et égalité des sexes

Les restrictions budgétaires ont quatre types de conséquences sur l'égalité des sexes: 1) les effets distributifs de la réforme fiscale, 2) l'effet net de la réduction des dépenses sur les filets de sécurité sociale et la protection sociale, et ses répercussions sur le travail non rémunéré des femmes et la sécurité de leur revenu, 3) les répercussions sur l'emploi féminin et sur l'emploi masculin et 4) les effets de la privatisation des services collectifs, des entreprises et des services publics ainsi que des ressources du patrimoine commun.

Comme on l'a vu, la libéralisation financière contraint les États à abaisser l'impôt sur les revenus des sociétés et des catégories aisées pour éviter la fuite des capitaux et attirer des

capitaux étrangers. La pression fiscale s'est donc déplacée du capital vers le travail. En outre, les redevances et les impôts indirects institués pour pallier le manque à gagner font que la structure de l'impôt est plus régressive et que la part des ménages peu fortunés dans les rentrées fiscales est disproportionnée par rapport à leur revenu.

Comme le taux d'activité des femmes et le revenu de celles qui ont un emploi sont inférieurs à ceux des hommes, la baisse des impôts directs favorise nettement les hommes car ils ont un revenu d'activité plus élevé et sont plus susceptibles d'être propriétaires ou actionnaires d'une société. Les hommes représentent une base d'imposition plus forte et devraient payer davantage si les taux étaient plus progressifs et les exonérations moins généreuses, mais surtout si la législation était appliquée. Il en va de même pour la faible proportion des recettes fiscales qui provient de l'impôt sur la propriété. Les effets du recul de la fiscalité directe au profit de l'imposition indirecte, par le biais des taxes sur les ventes par exemple, sont difficiles à différencier selon le sexe. Néanmoins, dans la mesure où les impôts indirects sont régressifs, ce qui est manifestement le cas dans de nombreux pays, on peut supposer que les femmes, en raison de leur revenu inférieur, sont désavantagées. Lorsque la régressivité est atténuée par des exonérations sur les biens de première nécessité et les services de santé et l'éducation, par exemple, comme c'est le cas au Costa Rica et en Jamaïque, il est probable que les effets soient plus ou moins les mêmes pour les femmes et les hommes.³⁹

Avec la mondialisation et l'ouverture des marchés, les moyens que l'État peut consacrer aux dépenses sociales et aux infrastructures se sont encore réduits. Alors que dans les années 1980 l'augmentation des taux d'intérêt et le service de la dette extérieure ont pesé lourdement sur les dépenses publiques, ce poids s'est allégé dans les années 1990. Pourtant, la part du montant total des dépenses gouvernementales dans le PIB (qui englobe les dépenses en capital ou les dépenses d'infrastructure) a très peu augmenté dans les pays à faible revenu (0,45 pour cent) et a beaucoup diminué dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (-12,8 pour cent) et de la tranche supérieure (-5,5 pour cent). Bien que les dépenses sociales (éducation, santé, sécurité sociale et assistance sociale)

par habitant ait augmenté à la fin des années 1990 (voir tableau 3.3), la part de ces dépenses dans le PIB a diminué dans plusieurs pays en développement. C'est en Afrique subsaharienne et en Europe centrale et orientale que la réduction a été la plus prononcée. En outre, étant donné l'accroissement des besoins, l'augmentation des dépenses qui est mentionnée ici n'est pas toujours suffisante.

Les gouvernements ont réagi de différentes manières aux contraintes budgétaires. Dans certains cas, ils ont préservé les dépenses sociales et ce sont les dépenses d'infrastructure qui ont pâti de l'insuffisance de fonds. D'autres ont réduit aussi les dépenses sociales, ce qui les a empêchés de promouvoir le développement humain et a exacerbé la montée des inégalités.

Or, pour qui veut s'attaquer sérieusement aux inégalités entre les sexes, les dépenses publiques revêtent une importance capitale, leur volume et leur composition jouant à cet égard un rôle déterminant. Les femmes étant souvent désavantagées sur les marchés du travail et du crédit, elles sont plus à court de liquidités que les hommes. Et dans les pays où elles doivent financer seules leurs soins de santé et leur éducation ainsi que ceux de leurs enfants (comme c'est le cas dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne), l'obligation de payer ces services au comptant peut avoir des conséquences particulièrement préjudiciables pour les populations féminine et enfantine. Et si, les ressources du ménage sont réparties dans un esprit sexiste, en fonction de normes sociales qui accordent la préférence aux garçons, les filles sont encore plus désavantagées. C'est pourquoi il est important, pour améliorer les moyens d'action des femmes, que l'État répartisse les dépenses de façon à garantir aux deux sexes un accès équitable aux services de santé et d'éducation (voir le chapitre 8).

Les études réalisées jusqu'ici pour évaluer les effets des dépenses publiques sur les hommes et les femmes montrent que la réduction des dépenses d'infrastructure est particulièrement préjudiciable aux femmes. Les femmes sont davantage affectées, par exemple, par le manque d'accès à de l'eau potable. Si les dépenses consacrées à la santé, aux dispensaires ruraux et aux hôpitaux publics par exemple, sont réduites, le travail non rémunéré des femmes augmente et l'excès de travail qui en résulte peut avoir des répercussions sur leur santé (voir le chapitre 8).

Tableau 3.3 Dépenses sociales par habitant en prix internationaux constants, moyennes quinquennales (1975-1999)

Pays	1975-1979	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1999
A faible revenu					
Cameroun	93	94	136	96	43
Éthiopie	26	29	29	24	-
Indonésie	35	50	53	71	96
Népal	19	24	30	30	46
Zimbabwe	187	308	292	245	380
A revenu intermédiaire (tranche inférieure)					
Colombie	-	280	291	224	368
République dominicaine	121	142	116	119	202
Égypte	214	279	278	307	262
Rép. islamique d'Iran	395	391	323	401	517
Maroc	232	264	254	291	305
Paraguay	140	207	153	225	-
Sri Lanka	191	151	178	238	246
Rép. arabe syrienne	154	209	126	105	159
Thaïlande	116	163	191	279	417
Tunisie	480	464	575	659	813
A revenu intermédiaire (tranche supérieure)					
Argentine	724	539	525	689	1028
Chili	690	947	779	854	1270
Costa Rica	659	648	671	691	759
Maurice	737	740	705	916	1303
Mexique	481	492	371	505	539
Panama	569	660	773	805	916
Uruguay	932	1137	1065	1550	2138
A revenu élevé					
Rép. de Corée	156	251	337	564	800
Singapour	437	759	970	1096	1372

Note: Les dépenses sociales sont les dépenses que l'État consacre à l'éducation, à la santé et la sécurité et la protection sociale. La classification des pays selon le revenu est celle de la Banque mondiale 2004b. La moyenne de certains pays n'a pu être calculée pour certaines années, faute de données. Les chiffres imprimés en gras indiquent une baisse par rapport à la moyenne quinquennale précédente.

Sources: Calculs effectués d'après FMI, Government Finance Statistics (plusieurs années); Heston et coll. 2002.

La compression du secteur public a également des effets négatifs sur l'emploi, et selon certaines études, les femmes en pâtiraient davantage que les hommes, mais les données n'existent pas pour tous les pays ni toutes les régions.⁴⁰ Les femmes ont alors tendance à se rabattre sur le secteur tertiaire, souvent dans l'économie informelle où les conditions de travail sont médiocres.

Les filets de sécurité sociale aussi ont été visés et pourtant les femmes en ont plus besoin que les hommes en raison de leur

surconcentration dans les emplois précaires et des tâches d'assistance qui leur incombent. Comme ce sont surtout les travailleurs à plein temps du secteur formel qui bénéficient des filets de sécurité sociale, la majorité des femmes en sont exclues. Toutefois, dans la mesure où l'obligation de réduire le déficit budgétaire restreint le nombre de bénéficiaires de ces aides, moins d'hommes sont protégés et les différences entre les deux sexes s'amenuisent, mais c'est un "nivellement par le bas". Cependant,

ce qui est probablement le plus grave, c'est que plus l'emploi se précarise, moins l'État est en mesure d'atténuer les fluctuations de revenu de ses citoyens. Et compte tenu de la prédominance des femmes dans l'emploi informel et précaire ainsi que dans le travail non rémunéré, les restrictions budgétaires constituent un obstacle de poids à l'égalité des sexes, en empêchant tout "nivellement par le haut".

Privatisation

La privatisation des services et l'imposition d'une participation financière pour l'utilisation des services publics sont deux éléments centraux des programmes néolibéraux. Selon les partisans de ces programmes, la privatisation améliorerait l'efficacité économique et serait censée réduire le coût et améliorer la qualité de biens et services de première nécessité tels que l'eau et l'électricité, les soins de santé et l'éducation. Quant à la participation financière des usagers, elle est considérée comme un mécanisme de financement des services publics.

Cependant, les avantages de la privatisation pour les catégories défavorisées, et pour les femmes en particulier, sont contestés pour plusieurs raisons. En remplaçant les prestataires du secteur public par des monopoles privés, la privatisation supprime la concurrence, ce qui se traduit par une hausse des prix, un sous-investissement, des prestations intermittentes et l'exclusion des consommateurs non solvables.⁴¹ Qui plus est, elle ne permet pas forcément d'améliorer la situation financière de l'État qui doit parfois injecter des fonds dans des entreprises du secteur public pour en accroître la rentabilité afin de séduire des repreneurs privés. La fiscalité avantageuse dont bénéficient les sociétés, associée à une évasion fiscale attestée, donne à penser que les caisses de l'État ont peu de chances d'être renflouées grâce à l'apport des entités privatisées.

Les effets de la privatisation sur l'économie d'un pays ne peuvent être évalués qu'au cas par cas car ils dépendent de la nature des biens publics qui sont privatisés, des modalités de la privatisation et du climat économique national et international.⁴² Cependant, il est prouvé que les privatisations coûtent très cher au moment où elles se produisent et tout porte à

croire que les femmes en pâtissent durablement. En Afrique et en Amérique latine, elles ont eu des conséquences plus graves sur les perspectives d'emploi des femmes. L'expérience prouve que les pauvres ne sont pas exemptés des redevances sur les services publics car les systèmes d'exonération fonctionnent rarement. De plus, comme l'expansion escomptée des services publics n'a pas souvent eu lieu et que le montant des redevances n'a pas diminué—il a au contraire augmenté dans bien des cas—beaucoup de femmes sont obligées d'administrer le budget du ménage avec moins d'argent et en disposant de moins de services essentiels.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE MONDIALE ET PARTICIPATION DES FEMMES À LA PRISE DE DÉCISION

La période de mondialisation de l'économie a aussi été une période de démocratisation et de décentralisation du processus décisionnel. De telles transformations politiques, auxquelles les mouvements féminins ont contribué, amènent en général les femmes à participer plus largement à la prise de décision et les gouvernements à se responsabiliser davantage vis-à-vis de leur électorat féminin. Ayant plus facilement accès aux organes de décision des institutions politiques locales, parfois en tant que membres d'associations militantes, les femmes sont mieux en mesure de défendre la cause de l'équité entre les sexes (voir la section 3). Les effets positifs de ces transformations sont manifestes depuis quelques années puisque de nombreux gouvernements se sont dotés d'une législation qui améliore l'existence des femmes, y compris des lois contre la violence domestique et des réformes du droit de la famille. Mais à côté de ces changements éminemment bénéfiques, il est un domaine dans lequel les femmes n'ont pas pu étendre leur influence et c'est celui de la politique économique. La raison est que l'ouverture du processus décisionnel aux femmes a coïncidé avec un recul de l'influence des parlements, sur la politique macroéconomique en particulier.⁴³

L'un des facteurs déterminants de l'affaiblissement du pouvoir des gouvernements nationaux sur la politique économique a été l'ingérence accrue des institutions financières internationales dans les décisions macroéconomiques des pays qui connaissent de graves problèmes de balance des paiements, pour cause de déficit de la balance commerciale ou du compte de capital. En pareil cas, ces institutions influencent directement la politique nationale et souvent la définissent elles-mêmes, en fixant les taux de change, le volume des dépenses publiques et des règles en matière de libéralisation des échanges et des mouvements de capitaux. Elles parviennent à imposer leur programme en refusant aux pays en développement concernés le soutien nécessaire pour redresser leur balance des paiements et d'autres formes d'aide, réduisant ainsi ces pays à l'état de parias sur les marchés internationaux si leur gouvernement cesse d'assurer le service de sa dette extérieure. L'ironie veut que ce soit précisément au moment où les femmes commencent à décrocher des sièges parlementaires que ces institutions mondiales viennent affaiblir le pouvoir national.

Outre l'influence qu'elles exercent sur les variables macroéconomiques des pays, ces institutions ont exigé que les banques centrales soient indépendantes, c'est-à-dire qu'elles aient le pouvoir de maintenir la valeur et la stabilité des monnaies nationales, sans que les gouvernements puissent lui imposer d'autres objectifs tels le plein emploi ou le développement industriel. Les banques centrales indépendantes ont fixé leur attention sur

la maîtrise de l'inflation, dont elles ont fait leur principale, sinon unique, ambition, à l'exclusion d'autres objectifs qui auraient favorisé le développement et l'amélioration des conditions d'existence. L'indépendance des banques centrales est parfois contraire à l'esprit démocratique, lorsqu'elle s'interpose entre les centres de décision et les mécanismes de concertation, en court-circuitant le débat public sur le taux d'inflation idéal et d'autres moyens d'action très importants.⁴⁴

Le débat sur les objectifs à atteindre peut donner lieu à controverse. Par exemple, bien des économistes considèrent que les mesures prises pour faire baisser l'inflation présentent beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages.⁴⁵ D'un côté, les restrictions budgétaires permettent de contenir l'inflation, ce qui est intéressant pour les consommateurs et les investisseurs qui veulent obtenir les taux de rendement réels élevés, mais d'un autre côté, elles font augmenter le chômage. Les économistes de la Banque mondiale, eux-mêmes, reconnaissent qu'il n'existe pas de preuves concrètes qu'en deçà de 40 pour cent par an l'inflation nuise à la croissance.⁴⁶ Et malgré tout, la plupart des banques centrales visent des taux d'inflation proches de zéro, au détriment de l'emploi et des revenus. En l'absence de débat public et de décisions collectives sur ces questions, il faudrait au moins que les organes directeurs des banques centrales indépendantes épousent les intérêts d'un plus vaste éventail de groupes sociaux, y compris ceux des femmes.

Notes

- 1 Anker et coll. 2003.
- 2 ONU 1999; Deere 2004.
- 3 Berik 2000; Ghosh 2004a; Jomo 2001.
- 4 Malhotra 2003; Hart 2002.
- 5 Kucera et Millberg 2000.
- 6 Siegemann 2004.
- 7 Kabeer et Mahmud 2004.
- 8 Balakrishnan 2002.
- 9 Seguino 1997.
- 10 Gupta 2002; Oostendorp 2004.
- 11 Berik 2004.
- 12 Maurer-Fazio et coll. 1997; Liu 1998.
- 13 Maure-Fazio et Hughes 2002.
- 14 Banque mondiale 1995b: 107.
- 15 Montenegro et Paredes 1999.
- 16 Arabsheibani et coll. 2003.
- 17 Paus et Robinson 1998.
- 18 Busse et Spielmann 2003.
- 19 Palma 2003.
- 20 Bhattacharya et Rahman 1999.
- 21 Seguino 2000b.
- 22 Seguino 2000a.
- 23 Acero 1995.
- 24 Seguino 2003b.
- 25 Weeks 1998.
- 26 Standing 1997; BIT 2002b.
- 27 Fodor 2004b; UNIFEM 2002.
- 28 Singh et Zammit 2000; Lim 1000; Floro et Dymski 2000; van Staveren 2002; Baden 1996.
- 29 Cho et coll. 2004; Singh et Zammit 2000; van Staveren 2002.
- 30 Cho et coll. 2004.
- 31 Zhiqin 2000.
- 32 Elson 1998.
- 33 Elson et Cagatay 2000.
- 34 Bakker 1994; Elson 1995.
- 35 Ertürk et Cagatay 1995; van Staveren 2002.
- 36 UNRISD 2000: 33.
- 37 Huber 2004; Cagatay et Ertürk 2003.
- 38 Jomo 2003.
- 39 Huber 2004.
- 40 Packard 2004; Lee 2004.
- 41 Zammit 2003.
- 42 Van der Hoeven 2000.
- 43 Bangura 2004.
- 44 Boylan 1998a et b; Elgie 1998; et pour un point de vue différent, voir Goodman 1991.
- 45 Epstein 2002.
- 46 Bruno et Easterly 1996.